

LES VOEUX



Pour des moyens à la hauteur des enjeux agricoles et ruraux

Réunis en assemblée générale, les délégués de la MSA POITOU alertent les pouvoirs publics : **la future Convention d'Objectifs et de Gestion doit garantir à la MSA les moyens indispensables à l'exercice de ses missions.**

Le monde agricole est confronté à des bouleversements profonds et durables.

Les crises sanitaires, climatiques, économiques et sociales se conjuguent pour fragiliser exploitants, salariés agricoles et familles. Dans ce contexte, la MSA est un acteur de première ligne, intervenant au plus près du terrain pour gérer les urgences, prévenir le mal-être et soutenir les exploitations et les salariés, comme lors de la grippe aviaire.

Cette capacité d'action repose sur des équipes implantées sur les territoires :

la réduire affaiblirait la réponse publique là où elle est le plus attendue. Il est donc indispensable de maintenir et renforcer les budgets d'Action Sanitaire et Sociale de la MSA Poitou pour faire face à l'augmentation des situations de précarité, d'isolement, de mal-être et de renoncement aux soins, en s'appuyant sur des dispositifs renforcés et des moyens humains de proximité.

Par ailleurs, la MSA mène des politiques sociales essentielles pour la vitalité des zones rurales : accompagnement des jeunes et des personnes fragilisées, soutien à l'emploi, mobilité ... Ces actions profitent à l'ensemble des ressortissants agricoles — exploitants et salariés — ainsi qu'aux habitants des territoires ruraux.

Il s'agit d'affirmer un modèle fondé sur la solidarité et la proximité :

le mutualisme, valeur centrale de la MSA, doit être soutenu par des budgets dédiés, permettant aux délégués d'agir efficacement sur le terrain.

Enfin, la MSA contribue pleinement aux réformes de protection sociale et au déploiement des services publics en milieu rural. Elle contribue déjà aux France Services et elle sera partie-prenante de dispositifs structurants comme France Santé ou France Services Agriculture. Ces missions exigent des moyens à la hauteur, notamment pour moderniser les systèmes d'information et garantir un service fiable et accessible.

La MSA a déjà participé à l'effort de maîtrise des dépenses publiques (plus de 20 % d'effectifs en moins — soit environ 5 000 emplois — depuis 2010). Poursuivre les réductions mettrait en péril sa capacité d'action.

Les délégués le rappellent avec force : priver la MSA des moyens suffisants, c'est fragiliser l'agriculture française, les territoires ruraux et leurs acteurs.

Ils appellent donc les pouvoirs publics à garantir les moyens humains et financiers nécessaires pour répondre aux enjeux à venir et assurer pleinement les missions de service public de la MSA.